

tanniques tant dans le domaine domestique que dans celui de l'exportation.

De pénibles expériences ont appris à la Grande-Bretagne qu'elle avait caressé de vains espoirs lorsque, il y a quatre ans, on avait réclamé la suppression des restrictions qui existaient contre le commerce européen. Ces restrictions se sont considérablement accentuées et la vente de l'excédent de la production étrangère...

Notez bien ce mot "étrangère".

...s'est constamment accrue sur le marché britannique.

Tout en ne désespérant pas de voir un jour le libre-échange mis en application dans une plus vaste étendue de l'univers, nous sommes d'avis que la première démarche à faire en vue d'obtenir et de développer un marché pour les produits britanniques consiste à conclure des accords commerciaux réciproques entre les nations qui constituent l'empire britannique.

Si elle veut obtenir ces accords, la Grande-Bretagne doit maintenir son marché ouvert à tous les produits de l'empire, tout en étant disposée à imposer des droits sur les importations provenant de tous les autres pays.

Ce qui ajoute à l'intérêt historique de cette déclaration, c'est la liste de ceux qui y ont apposé leur signature. Au premier rang se trouve le nom de Walter Whigham, directeur de la Banque d'Angleterre. Et circonstance même plus digne de faire époque, un des signataires était Reginald McKenna, le financier le plus en vue d'Angleterre, président du conseil de la toute puissante banque Midland, la plus forte des cinq grandes banques à capital-actions, et constituant à elle seule tout un monde financier. Durant des années, McKenna a été un libéral irréductible et partant, un libre-échangiste inflexible. Son adhésion à ce groupe a donné lieu à force commentaires par toute la Grande-Bretagne.

D'autres signataires étaient sir Harold Snaggs, directeur de la banque Barclay; E.-R. Peacock, un des directeurs de Baring Brother et ancien directeur de la Banque d'Angleterre...

...un Canadien dont nous sommes tous fiers à juste titre...

...R. H. Tennant, président de la Westminster Bank; sir Harry Goschen, président de la National Provincial and Union Bank; Beaumont Pease, président de la Lloyd's Bank; Vivian Hugh Smith, associé de Morgan dans sa succursale de Londres; lord Ashfield, directeur de la Midland Bank et chef du système d'omnibus et de tramways souterrains de Londres.

Honorables sénateurs, je vous invite à examiner non seulement les arguments que l'on a fait valoir hier en faveur du libre-échange, mais aussi l'autre aspect de la question. Que voyons-nous dans le journal de ce jour même? A une assemblée tenue à Londres, on avait invité les citoyens de marque de la ville, au nombre desquels se trouvaient plusieurs des industriels et des financiers les plus avantageusement connus d'Angleterre. Il s'agissait à cette assemblée de remplacer par le gros bon sens les doctrines désuètes de partis en matière économique. Voilà une chose que je signale tout spécialement aux honorables sénateurs.

Il a été question de l'époque de Cobden. A coup sûr, les vues de Cobden sur le commerce étaient de mise à l'époque où il vivait. Il avait pour doctrine que chaque nation produisant ce qu'elle était le plus en mesure de produire, il en résulterait un échange loyal et honorable de marchandises entre nations. Point n'est besoin de dire qu'un régime de la nature de celui qu'il préconisait serait tout à fait déplacé et inapplicable en notre temps de production en série. Qu'est-il arrivé? Tous les pays de l'univers, à l'exception du Canada, ont élevé de hautes murailles tarifaires. D'aucuns prétendent qu'il y a lieu de louer le Canada, parce qu'il a abaissé les droits au lieu de les relever. Ce n'est plus la doctrine de coopération de Cobden qui est à l'ordre du jour à notre époque, mais bien la concurrence. Aujourd'hui, la Grande-Bretagne fabrique à peu près les mêmes sortes de marchandises que fabriquent la France, l'Allemagne et d'autres pays. La construction maritime, la fabrication de l'acier et des cotonnades et d'autres industries sont aussi florissantes dans ces pays étrangers qu'elles le sont en Grande-Bretagne. Il fut un temps où la Grande-Bretagne construisait des navires et fabriquait des marchandises qu'elle expédiait ensuite dans ces navires et vendait aux pays étrangers. Elle vendait même les navires. Cela procurait de l'emploi à la population de la Grande-Bretagne. Ensuite, l'Angleterre prêtait aux pays qui avaient ainsi acheté ses navires et ses produits les fonds voulus pour que ces pays puissent lui rembourser ce qu'elle avait consacré à l'industrie et au commerce. Mais l'univers a assisté à une grande transformation depuis l'époque de Cobden.

Je sais bien que le Canada n'a pas adopté une politique de libre-échange absolu, et la chose a peut-être été à l'avantage du pays. S'il en est ainsi, il ne faut pas l'attribuer à notre population qui ne voit qu'un côté de la question et imagine que pour déterminer une ère de prospérité il suffit d'ouvrir toutes grandes nos portes, à des marchandises que d'autres pays peuvent fabriquer à meilleur marché, grâce à une main-d'œuvre mal retribuée et dans des conditions d'existence moins avantageuses que celles qui existent en Canada.

Honorables collègues, faisons l'essai du régime que l'on nous a proposé et qui nous assurera une protection suffisante. Le Gouvernement a soumis certains projets qu'il estime être dans l'intérêt bien entendu du Canada. Vous conviendrez avec moi que le Gouvernement songe à protéger non seulement les industries, mais également les cultivateurs qui constituent l'armature de la nation. L'Est souffre de tout fléchissement économique qui se produit dans